

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LES LEÇONS DE VOL NON AUTORISÉES

M. Jerry Pringle (Fraser Valley-Est): Je voudrais poser une question urgente au ministre des Transports. Le ministre sait-il que dans différents aéroports du Canada des pilotes qui n'ont ni demandé ni reçu de permis de transport aérien donnent des leçons de vol? Il font directement concurrence aux écoles dûment accréditées qui fonctionnent selon des règlements rigoureux prescrits par le ministère des Transports et la Commission canadienne des transports.

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Oui, monsieur l'Orateur. On m'a dit que ces faits ont déjà été signalés. J'ai demandé à la Commission canadienne des transports de faire enquête. Dès que j'aurai reçu leur réponse, je ferai rapport.

M. Pringle: Une question supplémentaire...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Nous n'avons pas de temps pour des questions supplémentaires.

QUESTION POSÉE AU CABINET

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Une question urgente, monsieur l'Orateur. Le premier ministre peut-il, pendant la fin de semaine, intervenir pour aider John Lennon qui a été expulsé et empêcher ainsi la dissolution du groupe des Beatles?

LA SOUVERAINETÉ

L'ARCTIQUE—LA RÉACTION DES ÉTATS-UNIS À LA POLITIQUE DU CANADA

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Je voudrais poser une question qui est le prolongement de celle que j'ai posée hier. Le premier ministre m'avait répondu ceci:

Je n'y relève aucun démenti de l'essentiel des propos du député...

Par suite du conflit qui semble maintenant exister entre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et M. Robert McCloskey à ce sujet, le gouvernement canadien a-t-il reçu des États-Unis des protestations officielles et formelles contre le projet de loi sur la souveraineté canadienne dans l'Arctique qui doit être déposé à la Chambre?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Comme je l'ai dit hier, monsieur l'Orateur,

je ne suis au courant d'aucune protestation officielle. Je peux le répéter ce matin. Je n'ai pas été en rapport avec le ministre. S'il y avait eu une protestation officielle, on m'en aurait sûrement informé.

M. Woolliams: Puis-je poser une question supplémentaire?

M. l'Orateur: Le député sait que j'ai refusé la même requête à l'orateur qui l'a précédé.

M. Woolliams: Le sujet est d'une grande importance. J'ai attendu 30 minutes pour soulever la question à la Chambre. Elle doit faire l'objet d'un débat lundi.

M. l'Orateur: Je donnerai la parole au député, s'il y a consentement unanime de la Chambre, une fois terminée la période des questions.

LA FONCTION PUBLIQUE

LES FONCTIONNAIRES EXCLUS DES CONVENTIONS COLLECTIVES—LE RAPPORT DU COMITÉ CONSULTATIF VISANT LE TRAITEMENT ET LES CONDITIONS D'EMPLOI

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au président du Conseil du Trésor? Elle a trait au comité consultatif sur le traitement et les conditions d'emploi des fonctionnaires qui sont exclus des négociations collectives. Il y a quelque temps, le gouvernement a formé ce comité que dirige l'honorable M. Clyne à la suite d'une recommandation d'un comité mixte du Parlement. Le président du Conseil du Trésor peut-il dire si le gouvernement attend bientôt un deuxième rapport du comité Clyne? Si on me permettait de poser une question supplémentaire, je demanderais si le ministre hâtera les choses.

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): M. Clyne et son comité ont été priés de procéder à une nouvelle étude pour mettre à jour leurs recommandations sur la politique à suivre. Je ne sais trop à quelle date nous pouvons compter en connaître les résultats, mais je puis assurer au député qu'on presse le comité de la terminer au plus tôt.

LE NORD CANADIEN

LES STATIONS SECONDAIRES DE RECHERCHES DANS L'ARCTIQUE

M. Steven Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, le 12 décembre 1969, comme l'atteste la page 1901 du hansard, j'ai